



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'Interministérialité
et du Développement Durable**

**ARRÊTÉ DIDD-2024 N° 169 portant levée de la mise en demeure du 27 juillet 2023
prise à l'encontre de la société CAPL pour ses installations de stockage de céréales exploitées à
Montreuil-Bellay**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

ANOS MBL N° 2

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

VU le décret du président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du président de la République du 25 août 2023 portant nomination d'Emmanuel LE ROY, administrateur de l'Etat, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 527 du 23 novembre 2016 autorisant la société CAPL à exploiter une unité de stockage de céréales sur le territoire de la commune de Montreuil-Bellay ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la Préfecture ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées établi suite à la visite réalisée sur site le 20 juin 2023, transmis à l'exploitant par courrier du 3 juillet 2023 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU la transmission de l'exploitant du 24 janvier 2024 en réponse à la mise en demeure prononcée à son encontre le 27 juillet 2023 pour ses installations de stockage de céréales exploitées à Montreuil-Bellay ;

VU le rapport de visite d'inspection établi suite à la visite réalisée sur site le 25 juin 2024 et son courrier de transmission ;

CONSIDÉRANT la réalisation de l'action corrective et la transmission des justificatifs associés ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que la mise en demeure prononcée le 27 juillet 2023 à l'encontre de la société CAPL, peut être levée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – L'arrêté préfectoral DIDD-2023 n° 203 du 27 juillet 2023 de mise en demeure pris à l'encontre de la société CAPL est abrogé.

Article 2 – Le présent arrêté est notifié à la société CAPL par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R171-1 du code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Montreuil-Bellay.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angers, le **25 JUL. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,


Emmanuel LE ROY